

Bertrand Lavigne, le républicain  
Les maires de nominations en élections  
Pendant la Grande Guerre...  
Le Château de Pinot



# BLAGNAC, QUESTIONS D'HISTOIRE



Revue d'Histoire Locale - Semestriel - n° 21 (Mai 2001)

*Edité par l'Association pour l'Etude et la Présentation de l'Histoire de la Résistance et de Blagnac - CERRAVHIS*

*Siège Social - 7, rue Bacquié-Fonade - 31700 BLAGNAC*

## BERTRAND LAVIGNE, UN REPUBLICAIN DANS LA TOURMENTE

Le mardi 20 mai 1890, mourait à Toulouse, boulevard d'Arcole, des suites de sa chute d'un omnibus, Bertrand Lavigne, conseiller municipal, adjoint au Maire de 1881 à 1884, réélu en 1889, délégué à l'instruction publique, ancien maire de Blagnac, ancien sous-préfet de Saint-Gaudens puis de Villefranche.

C'était, écrit « Le Messager de Toulouse », journal de droite, « un vieux républicain et libre-penseur endurci, qui avait fait enlever les crucifix des écoles toulousaines ». On remarquera que ce faisant il s'était montré le disciple de Victor Duruy, ministre de l'instruction publique sous « l'empire libéral », et principalement de Jules Ferry, créateur de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire, indépendante d'une religion qui ne devait pas entrer en ligne de compte. Par testament du 5 mai 1884, Lavigne avait légué livres et manuscrits à l'École de Garçons, « à condition qu'elle soit laïque ».

Au contraire de la droite, « La Dépêche de Toulouse », où écrivait Jean Jaurès, lui décerne une véritable couronne civique, s'inclinant « devant la dépouille mortelle de ce bon républicain ». Le 21 mai, eurent lieu les obsèques civiles de Bertrand Lavigne, à qui la population toulousaine fit de « superbes funérailles ». En tête du cortège, les élèves des écoles laïques et le bataillon scolaire entouraient le corbillard, paré de cinq magnifiques couronnes. Suivaient, avec les membres de la famille, le secrétaire général de la préfecture, le maire et les conseillers municipaux, les amis personnels, et les membres de « la Libre Pensée ». 5.000 personnes formaient le cortège, et une foule estimée à 20.000 se pressait le long du parcours, boulevards, rue Bayard, bord du canal. Les discours, à l'entrée du cimetière, furent prononcés par le Maire, M. Ournac, puis M. Debax au nom de la commune de Blagnac, M. Serres au nom du conseil municipal de Toulouse, M. Llagonne au nom de « la Libre Pensée ».

La famille de Bertrand avait été marquée dès l'origine par le républicanisme. Pierre, forgeron, installé à Blagnac en 1763, fut maire en 1800 pour une courte période, après l'insurrection royaliste de l'an VII, qui avait touché Blagnac. Il fut remplacé par un réactionnaire. Son fils Arnaud s'était opposé le 23 Thermidor aux insurgés entrant par la rue de la Croix Blanche. Devant le nombre, les républicains de la cité se replièrent au-delà de la Garonne, rejoignant le Général Aubugeois. Celui-ci, commandant cette troupe et une trentaine de chasseurs à cheval du 14<sup>ème</sup> et quelques artilleurs, se dirigea vers Colomiers, demandant au père du futur Bertrand, qui avait franchi la Garonne à cheval, de lui servir de guide. Les factieux occupant Colomiers, après

avoir essuyé un coup de canon visant le clocher, se replièrent sur l'Isle en Jourdain, qui fut prise par les républicains. Arnaud, oncle de Bertrand, fut élu maire à son tour en 1821.

Bertrand, né le 4 mai 1814, à la chute du Premier Empire, à qui sa famille (il était le petit-fils de Pierre) permit de faire ses études de vétérinaire, entre dans la vie publique en 1846 comme adjoint au maire de Blagnac. C'est le moment où la Monarchie de Juillet, avec l'orleaniste Louis Philippe (on sait qu'il ressemblait à une poire !), mise en place en 1830, après « les 3 glorieuses » qui avaient renversé Charles X, commence à battre de l'aile, sous la poussée conjuguée des anciens nobles légitimistes soutenus par le clergé, et ce qui reste de républicains, organisés dans les sociétés secrètes (Bertrand appartient à « la Libre Pensée »). Dès 1840, avec les compagnonnages, se sont développés dans les milieux ouvriers des petites fabriques, les « cercles républicains ». Une émeute s'est produite à Toulouse en 1841, à l'occasion du « recensement », jugé inquiétant. En 1843, on a relaté un complot qualifié de « communiste » ! Une loi sur les patentes, mal acceptée, provoque une agitation dans l'année 1845. Et survient en 1847 une crise économique grave, avec hausse des prix, funeste aux milieux modestes.

### B. LAVIGNE, produit de la révolution de 1848

La révolution de 1848 à Paris, relayée et quelquefois même précédée de peu dans quelques grandes villes, est accueillie à Toulouse dans l'enthousiasme, mais pas à Blagnac, plutôt amorphe : on n'y connaît paraît-il que 3 ou 4 républicains ! Les élections à la Constituante mettent en place en Haute-Garonne 8 élus sur 12 aux républicains, il est vrai modérés : les vrais démocrates, de tendance socialiste, ne sont que 2 ou 3 pour le département, une centaine à peine pour l'ensemble de la France. Ce sont pour les modérés, et même des royalistes qu'ont voté en masse les paysans.

Mais c'est un républicain bon teint qui est nommé pour la Haute Garonne, en février, comme commissaire du gouvernement provisoire. Doté de pleins pouvoirs, il va les exercer activement. Né à Limoux le 15 novembre 1790, le nommé Joly, avocat dans sa région, militant sous la Restauration avec l'opposition de gauche, ce qui lui vaut un temps de prison, se manifeste pendant la révolution de 1830. Candidat à Pamiers aux législatives au titre des « démocrates radicaux », il est élu le 5 juillet 1831. Battu par la suite, il devient député de la Haute Garonne Nord et Centre, le 2 mars 1839 par 300 voix sur 534 votants. Il est réélu en 1842. Quittant ses fonctions de Commissaire

du Gouvernement, il est promu à la Constituante le 23 avril 1848, pour siéger à « la montagne ». Le 19 août 1849, il est élu pour le Loiret, en vacance de Lamartine qui a opté pour Paris. Il vote contre la loi Falloux donnant la liberté à l'enseignement catholique. Exilé de France suite au coup d'état de Louis Napoléon, il meurt le 4 septembre 1870, peut-être d'émotion, à la chute de l'Empire.

C'est ce républicain impavide qui va nommer Bertrand Lavigne président de la Commission Municipale de Blagnac. Sa prise de fonction comme Commissaire du Gouvernement s'illustre par le remplacement des édiles nommés par le précédent gouvernement, par la révocation des personnels jugés hostiles à la nouvelle République, notamment juges de paix et percepteurs. En même temps que la nomination de Lavigne, le percepteur Destrem de Blagnac est débarqué. Le 30 avril 1848, une couronne civique est décernée à Joly lors d'une cérémonie organisée au Grand Rond par Gatien Arnoult, professeur de philosophie à la Faculté des Lettres, qui a été nommé président de la Commission Municipale de Toulouse.

#### La situation en 1848

Au moment où Bertrand Lavigne accède à la magistrature communale, quelle était la situation en France et particulièrement dans la région toulousaine ? Les communications n'ont que peu évolué depuis l'empire romain : pas de chemin de fer, bien sûr, la bicyclette est inconnue, on se déplace à pied, à cheval, en voiture hippomobile. Les diligences ne sillonnent que les grandes routes, en piteux état, les déplacements ne dépassent pas 40 à 50 kilomètres par jour. Il y a bien le télégraphe Chappe (nous avons relaté son installation sur le clocher de Blagnac), mais il est encore réservé à l'administration et à l'armée. On s'éclaire à la chandelle, même pas à la bougie, on se chauffe (très mal) au bois, il n'y a pas l'eau courante, on se baigne peu... ou pas du tout !

En politique, Toulouse est côtoyée, depuis 1793, comme « ville rouge », sans que cela déteigne sur Blagnac. La révolte fédéraliste girondine, patente à Bordeaux, Marseille et Lyon, ne l'a nullement touchée : le peuple et les bourgeois progressistes sont groupés dans la Société des Jacobins. Elle résistera encore un peu plus tard à l'insurrection paysanne et royaliste de l'an VII, qui déferlera jusqu'à Blagnac. Celle-ci, encore rurale, est partagée entre un certain « socialisme » et le conservatisme. Le Premier Empire réduit les Jacobins à la portion congrue, si bien que les Anglais en 1814, aussi bien par ceux-là que par les royalistes impénitents, sont accueillis en libérateurs. Après les 100 jours, la réaction royaliste, avec « les Verdets », se déchaîne : nous avons relaté le meurtre du général Ramel, et la menace ouverte contre le général Compans dans son château de Blagnac.

A la nouvelle de la révolution parisienne de 1830, la bourgeoisie aidée des vieux jacobins ou de leurs fils (Lavigne n'a encore que 16 ans) chasse les « aristos » des places qu'ils ont occupées depuis 1815. On connaît le tableau de Delacroix peignant aux « trois glorieuses », « la liberté conduisant le peuple ». On y voit Marianne brandissant le drapeau tricolore, entourée de personnages visiblement tirés des « Misérables » de Victor Hugo, Gavroche un pistolet à chaque main, Marius, étudiant, avec chapeau et fusil, à côté d'un ouvrier en chemise muni d'un sabre. Le peuple réclame au pouvoir le droit de vote, alors monopolisé par les censitaires : ils sont 3.600 pour la Haute Garonne. Nous avons mentionné la résistance républicaine sous la monarchie de Juillet, à partir des sociétés secrètes. Bertrand Lavigne appartient à la « Libre Pensée ». Marius, des « Misérables », suit Enjolras aux « Amis de l'ABC », l'abaissé étant le peuple. Victor Hugo décrit l'insurrection ratée aux obsèques du général Lamarque (1832), la prise de la barricade où Jean Valjean vient recueillir Marius blessé et l'amène par les égouts à son grand-père, beau portrait de légitimiste, qui lui a refusé Cosette. Il nous plaît de citer « les Misérables », qui dépeint parfaitement la société de l'époque, la répression policière contre le peuple misérable, parfois délinquant (Ténardier) l'influence d'un clergé parfois éclairé par quelque saint homme (Mgr Muriel), la création des premières entreprises (M. Madeleine à Monfermeil).

#### Le décollage, à partir de 1848, et surtout 1852, vers la France moderne

Bertrand Lavigne, né à la chute du Premier Empire, va connaître successivement, directement ou par leurs effets sur la cité, la Restauration, la révolution de 1830, la Monarchie de Juillet, la révolution de 1848, la seconde république, le coup d'état du 2 décembre 1851, le Second Empire, Sedan, la « République des Jules » (Jules Ferry, Jules Grévy, Jules Favre, Jules Simon) ainsi nommée par l'historien Henri Guillemin, qui stigmatise la politique capitularde de Thiers (« Ferrière en tapinois »), le siège de Paris, Gambetta, la Commune, la Troisième République. Quel périple pour une seule existence, que nous prenons comme pleinement représentative d'une époque terrible et féconde !

« C'est bien une fois franchies les années terribles de 1848-51, écrit Georges Duby en 1972 que la société française fut vraiment engagée dans la voie d'une société nouvelle, la nôtre, en vrai (...) La machine et l'usine, le chemin de fer et le réseau bancaire, le patronat et « les classes ouvrières », (...) Ces quelques innovations, ces quelques traits parmi d'autres, qui permettent de distinguer la France de Zola de celle de Balzac, marquent bien que quelque chose, il y a quelques 25 années, s'est affirmé, quelque chose qui n'est pas différent de nous-mêmes, et dont nous ne vivons que les incessants prolongements ».

L'article est intitulé : « la machine, les puissances d'argent, et la naissance de la classe ouvrière ». En effet, le « Manifeste du parti communiste » de Marx et Engels date de 1847-48, la première Internationale ouvrière est créée en 1864. Parmi les théoriciens « socialistes », relevons Proudhon, Raspail, Blanqui, dit « l'Enfermé », qui dans sa jeunesse fut à Blagnac le précepteur des enfants de Compans. Et c'est une répression sanglante : 93 morts chez les mineurs de la Ricamarie en 1869, 13 morts à Saint-Aubin.

Période terrible donc, quand on y ajoute tous les morts de la Commune, mais aussi intellectuellement féconde : nous avons cité Victor Hugo, mais il faut y joindre Lamartine, Dumas père et fils, Théophile Gauthier, Maupassant (« Boule de suif »), Musset (« On ne badine pas avec l'amour »)... peut-être celui de George Sand (« La petite fadette »)... et puis Jules Vallès (« L'insurgé »). On évoquera aussi des poètes : Baudelaire, Verlaine, Rimbaud et les peintres : aux côtés de Delacroix, Géricault (« Le radeau de la Méduse ») décrit par Aragon dans « La Semaine Sainte », lorsque, cavalier, il accompagna Louis XVIII dans sa fuite à Gand pendant les Cent Jours, Monet (« Le déjeuner sur l'herbe » visible au Musée d'Orsay), Manet (« L'Olympia »), Cézanne (la « Sainte Victoire »), Renoir, Courbet, qui fut accusé d'avoir fait mettre à bas la colonne Vendôme, symbole impérial. A-t-on fait mieux depuis ? En tout cas autre chose... Nous n'évoquerons pas tous les musiciens français, dominés par le grand Berlioz, mais peut-être Chopin, qui fut lié à George Sand. On doit faire mention de l'ardent républicain d'Italie, Giuseppe Verdi, que connut bien Napoléon III dans ses aventures dans la péninsule : le célèbre chœur des esclaves, dans « Nabucco », fut le symbole de la révolte des patriotes contre l'occupation autrichienne.

### B. Lavigne, maire de Blagnac, ses difficultés

« La proclamation de la république, dit Bertrand Lavigne, surprit tout le monde. Les royalistes furent effrayés. Les patriotes, tous ralliés au gouvernement de Juillet, l'accueillirent froidement ». Mais cependant Joly, commissaire du gouvernement, trouva bien un républicain connu, Bertrand Lavigne, pour le nommer président de la commission municipale, en remplacement des édiles en place. Le nouveau promu avait longtemps décliné cette offre, désirant rester l'adjoint du digne maire, Miquel, qui fut jugé trop âgé pour manifester le dynamisme nécessaire. Le premier soin du nouveau maire fut d'armer la garde nationale, commandée par Hilaire Lussan et Pierre Barrué, anciens sergents dans l'armée. Le deuxième, fut de créer une bibliothèque municipale.

On sait que le suffrage universel était la première revendication des républicains. Celui-ci, immédiatement réalisé, permit l'élection des députés à la Constituante, le 23

avril 1848, jour de Pâques. Les électeurs de Blagnac, conduits par le maire, ainsi que ceux des communes voisines, se rendirent au chef lieu de canton, à Toulouse, salle de la Bourse, derrière drapeaux et tambours. Joly, Pagès de l'Ariège, Gatien Arnoult, De Rémusat (celui-ci pour la droite) et huit autres furent élus. Blagnac planta son arbre de la liberté à la place consacrée depuis 1789 et 1830, et un banquet convivial fut donné le même jour à l'île de la Rignée. Au dessert, fut entonnée la Marseillaise, le Chant du départ, le Ça Ira, ce qui choqua les oreilles des royalistes du cru, accoutumés à entonner le chant des Verdets : « Aro l'aben attrapat, l'ausel de las grossos alos ! » ; l'aigle impérial en question avait été virtuellement se poser « sur le clocher de la Daurade », dans l'intermède des Cent Jours : on avait appelé « vol de l'aigle » la remontée à Paris de Napoléon après son débarquement de l'île d'Elbe.

Les élections municipales du 1er septembre entérinèrent les nominations à la Commission Municipale faites par Joly. La promulgation de la Constitution de 1848 fut faite à Blagnac le dimanche 19 novembre, sur une estrade décorée portant le buste de la République, devant la garde nationale sous les armes. Le curé Alzieu, que nul n'avait sollicité, arriva en procession, portant croix et bannière. Il bruina : il alla se réfugier sous le porche de la maison Tirul, juge de paix, connu comme bon républicain.

La dégénérescence de la révolution commença quelques jours après, le 10 décembre, avec les élections à la présidence de la république. Etaient candidats le général Cavaignac, qui avait durement réprimé les émeutes parisiennes de juin consécutives à la fermeture des « Ateliers Nationaux », Ledru Rollin, républicain avancé membre du gouvernement provisoire, et le prince Louis Napoléon Bonaparte, moins connu que le nom qu'il portait. Blagnac comptait 713 électeurs, dont 212 militaires en garnison. Sur 573 votants, Ledru Rollin obtint 149 voix, Cavaignac 66, et Napoléon 343. Sur l'ensemble de la France, ce dernier obtint 5.562.834 voix. Il avait bénéficié de la coalition anti-républicaine des royalistes, du clergé, et de la pression des officiers sur les soldats. A Blagnac, sur ses 343 voix, il fallait compter les 212 militaires, ce qui lui faisait en fait 131 voix, celles des royalistes, soit moins que les 149 républicains de Ledru Rollin.

Les bonapartistes nouveaux proposèrent par pétition la dissolution de la Constituante et l'élection rapide d'une Législative, qui affirmerait la prépondérance du Prince-Président. Blagnac fut inondé de ce texte par un « légitimiste de vieille souche » qui s'était manifesté en 1815, aidé d'un aventurier servant le camp des royalistes ralliés à Bonaparte, tous deux recommandés par le préfet. Bertrand Lavigne et le conseil municipal réagirent à cette propagande en célébrant le 6 mai l'anniversaire

re de la proclamation de la République du 4 mai 1848, par un banquet offert aux gardes nationaux. L'ancien commissaire du gouvernement Joly, venu visiter son ami Debax, demanda au Maire une invitation pour le banquet, où il fut chaleureusement accueilli. Lavigne répondit au discours adressé par Joly, et on cria «Vive la république démocratique et sociale ! », ce qui indisposa fort les monarchistes de la cité. Les élections à la Législative, le 13 mai, donnèrent la victoire aux réactionnaires : 60.000 voix en Haute-Garonne contre 32.000 aux républicains.

Le lendemain du 13 juin où une insurrection éclate à Paris suite à l'intervention de notre armée contre la république romaine, des artilleurs de la garnison occupèrent le clocher de Blagnac pour protéger le télégraphe Chappe, ce qui excita la population du village, se doutant que quelque chose de grave se passait à Paris. Les royalistes du cru, alias bonapartistes, accusèrent le maire d'un complot en liaison avec les événements de la capitale : après avoir fondu des balles, il se serait agi de s'emparer de l'arsenal de Toulouse, en prêtant la main aux républicains de la ville. Ceux-ci furent traduits en cour d'assises, et acquittés faute de preuves. Le soi-disant complot blagnacais s'effondra de même.

Dépités, les légitimistes de Blagnac s'associèrent à deux émeutes locales : l'une à l'été 1849 où à la suite d'un repas dans l'île de la Rignée, les élèves de l'Institution Lacoïnta de Toulouse se répandirent dans le village aux cris de «Vive le roi, vive Henri V» ! (Le maire fut sommé d'aller témoigner dans une procédure diligentée par le préfet). L'autre émeute eut lieu à l'automne dans l'auberge du sieur Salles, où des Toulousains et Blagnacais chantèrent des chansons royalistes et crièrent « Vive Henri V ». Quelque temps plus tard, un tailleur de Toulouse, nommé Madron, fit après boire à Blagnac un discours politique provocateur, mettant en cause le Président de la République. Les royalistes demandèrent une sanction devant une cour d'assises, qui condamna le fautif à quelques mois de prison.

Tout cela visait à déstabiliser Lavigne. Celui-ci cependant continuait à proposer à la mairie des soirées où on lisait et commentait « Le National ». L'action souterraine des royalistes et tout nouveaux bonapartistes de Blagnac, adressant au préfet rapports et dénonciations violentes autant que ridicules, finit par aboutir à un arrêté préfectoral du 5 avril 1851 suspendant Lavigne de ses fonctions, peu après d'ailleurs la révocation du garde champêtre Léonard Gendre, bête noire des opposants. Suit la suspension du Conseil Municipal, remplacé par une commission municipale provisoire, en attendant le coup d'état, qui survint le 2 décembre 1851.

Les Verdets de Toulouse et Blagnac, nouveaux bonapartistes, reprirent la même « terreur blanche » manifestée en 1815 contre les personnalités du Premier Empire. Toutes

les nuits dans le village, on arrêtait des gens, suspectés de républicanisme. Bertrand Lavigne refusa de se mettre à l'abri, n'ayant nui, en conscience, à quiconque pour ses idées, fussent-elles opposées aux siennes. Il ne fut pas inquiété, son courage et sa probité reconnus s'imposant sans doute à ses adversaires. Le plébiscite du 21 et 22 décembre, légitimant le coup d'état, donna à Blagnac, sur 500 inscrits et 420 votants; 267 oui contre 159 non. Ce non républicain, donné malgré la répression, apparaît fort honorable.

#### L'œuvre de Bertrand Lavigne, reconnue par les citoyens

L'œuvre de Lavigne, comme maire, est relatée dans l'ouvrage qu'on lui doit. Nous en retiendrons la fondation d'une bibliothèque communale, les importants travaux sur les chemins vicinaux, l'aqueduc en béton jeté sur le fossé-mère bordant la rue Saint-Exupère, le projet d'un système d'aqueducs souterrains destinés à recevoir entr'autres les abondantes eaux de lessive des blanchisseuses, refusé, sauf un modeste début, par le conseil municipal qui rechignait à la modernité et au coût, jugé prohibitif pour le budget. Le projet devait être repris et mené à bien sous les administrations de Ferradou et de Debax.

Cette œuvre, reconnue par les administrés, et leur opposition à un « oukase » bonapartiste à l'encontre d'un élu estimé, valut à Lavigne aux élections municipales du 12 septembre 1852, avec une liste prise en entier parmi les hommes de 48, une majorité considérable destinée à balayer la commission provisoire. Lavigne, ne voulant pas prêter serment à l'homme du 2 décembre, démissionna séance tenante. C'était d'ailleurs purement symbolique car la commission en place fut maintenue dans ses fonctions municipales, assez pour prendre une délibération émettant le vœu que « le prince Louis Napoléon soit nommé empereur des Français ». La dite municipalité, quoique désavouée par la population, se rendit en grande pompe, avec tambours et trompettes, à la revue civile organisée à Toulouse pour la venue du prince-président. Le plébiscite pour le rétablissement de l'Empire, les 21 et 22 novembre 1852, donna à Blagnac 292 voix pour le oui sur 530 inscrits, 61 pour le non, et 177 abstentions, celles-ci, relativement prudentes, apparaissant bien significatives.

Le dimanche 9 décembre, la proclamation solennelle de l'Empire, sur la place où l'arbre de la liberté avait été abattu la nuit précédente, ne provoqua aucun enthousiasme.

Malgré la répression, les républicains de Blagnac, unis dans le souvenir de Lavigne maire, n'avaient pas désarmé : les élections des 5 et 12 juillet 1855 portèrent à nouveau au conseil municipal les hommes de 48, les candidatures officielles et les pressions devant l'urne n'ayant pas suffi. Lavigne rapporte qu'il échappa de peu à l'ar-

restation pour avoir lu à un électeur à sa demande, lors du plébiscite, le bulletin qu'on lui avait remis d'autorité, sachant qu'il était illettré. Lors du scrutin municipal, un ouvrier terrassier, nommé Calac, eut l'héroïsme de déchirer publiquement, devant l'urne, le bulletin que l'adjoint du maire venait de lui remettre, et de voter avec celui qu'il prit dans sa poche. Son maître le renvoya de son poste dès le lendemain. Une nouvelle fois, désavouant la population, la municipalité bonapartiste fut maintenue. Ainsi fonctionnait, sous le second empire, le suffrage universel, conquête des républicains.

### La traversée du désert

Lavigne ne nous renseigne pas sur sa vie pendant les 18 ans que dura l'Empire, qui vit, nous l'avons dit, s'établir la France moderne, avec la banque, les machines, les industries, les transports nouveaux. Profondément laïque, adhérent de « La Libre Pensée », il eut à ronger son frein devant les effets de la Loi Falloux qui donna au clergé la liberté d'enseignement, d'où le remplacement fréquent des instituteurs par les Frères des écoles chrétiennes, et le développement d'écoles privées, mieux équipées et gratuites. L'enseignement secondaire confessionnel instaura un internat payant et plutôt cher, qui fut réservé aux élites bourgeoises et aristocratiques. Le premier novembre 1850 ouvrit à Toulouse le collège libre « Sainte Marie », tenu par les Jésuites, qui grandit pendant 30 ans derrière l'abside Saint Sernin, comptant 250 élèves, faisant concurrence et portant préjudice à Sorrèze. En 1882, il fut transporté au « Caousou », toujours bien connu et particulièrement côté, encore de nos jours. Cependant, la résistance ouvrière, qui ne peut évidemment intéresser directement Blagnac, toujours rural, se développa avec l'action des militants de « l'Internationale », qui organisèrent syndicats et grèves. En 1863, des militants présentent, il est vrai sans succès, leurs candidats aux élections générales. Le 17 février 1864, le « Manifeste des 60 » est la première charte de classe du mouvement ouvrier : « Le suffrage universel nous a rendus majeurs politiquement, il nous reste encore à nous émanciper socialement » Il avait été écrit dans le Manifeste de Marx et Engels : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Née à l'occasion de l'Exposition de 1867, une « Commission Ouvrière », véritable parlement ouvrier, siégea jusqu'en 69. En novembre 68, des républicains manifestent au cimetière Montparnasse sur la tombe du député Baudin, tué comme on sait sur une barricade le 3 décembre 1851. Gambetta, dont on verra l'intérêt qu'il apporta par la suite à Lavigne, plaida au procès qui leur fut fait. L'Empire est alors contraint de devenir « libéral ». Aux élections de 1869, contre 216 pour le gouvernement, 74 opposants sont promus à l'Assemblée, dont 6 radicaux :

Gambetta, élu à la fois à Marseille et à Belleville, laisse ce dernier siège à Rochefort, le journaliste et polémiste bien connu, qui sera déporté en 1871 à la Nouvelle Calédonie à bord de « La Virginie », avec Louise Michel et d'autres communards, rescapés des pelotons d'exécution.

### Napoléon, Eugénie, et Bernadette

Nous nous en voudrions de refermer la longue parenthèse du Second Empire, sans évoquer un événement, apparemment marginal, mais qui devait dépasser nos frontières, à savoir les apparitions de la vierge à Bernadette Soubirous, à Lourdes, en 1858. Napoléon III doit intervenir en personne, à la demande de l'impératrice dont on connaît la piété, et pour satisfaire l'émotion populaire, contrariée par l'obstruction initiale des autorités tant civiles que religieuses. Le miracle, la grotte et la source, furent ainsi authentifiés par l'Empire lui-même. Des mauvaises langues ont pu faire remarquer que, parmi les guérisons miraculeuses de Lourdes, pas une seule ne concerna les habitants du coin : en bons paysans sans doute pensaient-ils que cela n'était bon que pour les « étrangers », mis à part le flux d'espèces sonnantes et trébuchantes tombées de la coquille des innombrables pèlerins ! Parallèlement, les Pyrénées devinrent à la mode, et développèrent le thermalisme : Eaux Bonnes, Eaux Chaudes, Barèges, Cauterets, virent se presser, suivant les pas d'Eugénie de Montijo, une foule de curistes et de touristes venant de toute l'Europe. « J'aime le son du cor, le soir au fond des bois... » chanta Alfred de Vigny. Ce fut à la même époque que commença le développement de Biarritz, avec villas de grand luxe, hôtels et Casino, dans leur architecture baroque ou pâtissière ! Nos excuses pour avoir évoqué ces événements sociologiques qui traduisent eux aussi le développement commercial dans le Second Empire...

### Le commencement de la fin du nouvel Empire

Revenons à la décrépitude impériale, à l'endroit où nous l'avons laissée. Le senatus-consulte du 6 septembre 69 amende la Constitution de 1852, instaurant un régime semi-parlementaire. Le deuxième senatus-consulte du 20 avril 70 va plus loin encore. Mais parallèlement à cette libéralisation au sommet, la guerre devient ouverte contre le « péril rouge ». Nous avons parlé du massacre des mineurs, de femmes et d'enfants, à la Ricamarie, par la troupe. En janvier et mars 70, deux grèves bloquent le Creusot, empire de Schneider, président de la Chambre. Emeutes à Paris le 12 janvier 70, aux obsèques de Victor Noir, tué par le Prince Pierre Bonaparte. Cependant, le 8 mai, un ultime plébiscite, grâce à une question ambiguë, conforte l'Empire une dernière fois.

Et on part à la guerre, « d'un cœur léger », alors qu'il « ne manque pas un bouton de guêtre » à notre infanterie. Nos soldats, « lions commandés par des ânes » — c'est l'opinion exprimée par Bismark — connaissent une défaite sanglante. L'Empire n'a pas à être renversé, il s'effondre. Le 4 septembre, la République est proclamée à Paris, et la province suit, et quelquefois précède.

Quelle fut l'attitude de Lavigne, pendant les 18 années de l'Empire ? Dans sa notice nécrologique, la Dépêche confirme qu'il « était plus qu'un ouvrier de la première heure : il combattit pour l'idée démocratique et républicaine à une époque où cela n'était pas sans danger. Administrateur de « l'Emancipation », il ne courba jamais sa dignité de citoyen devant le despotisme, et il fut toujours le défenseur résolu de la cause des faibles et des travailleurs. ».

Certes, il n'eut pas le panache d'un Victor Hugo proscrit refusant l'amnistie de « Napoléon le Petit ». Lorsqu'il reçut le pamphlet, l'empereur eut ce mot : « Oui, Napoléon-le-Petit, par Victor Hugo le grand ! ». Mais l'humour présidentiel n'atteint pas le niveau de l'« Ultima Verba » d'un polémiste inégalé :

« S'il en reste encor mille, je serai le millième.

S'il n'en reste que cent, je brave encor Scylla.

S'il n'en reste que dix, je serai le dixième,

Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là ! ».

La position de Lavigne était cependant assez connue pour que Gambetta, ministre de l'intérieur du gouvernement provisoire, entreprenant de faire le ménage chez les fonctionnaires impériaux, vienne le chercher dans sa loge de « La Libre Pensée » pour le nommer sous-préfet.

Née dans la défaite, la République, troisième du nom en une centaine d'années, portée sur les fonds baptismaux par le versaillais Thiers, éradicateur de la Commune, qui tire partie des monarchistes divisés sur le choix du prétendant, ne fut nommée comme telle qu'à la faveur d'un alinéa dans la Constitution de 1875, votée à une seule voix de majorité. Elle ne fut véritablement confortée que par Clémenceau et la victoire de 1918.

Après ses préfectures, Lavigne fut conseiller municipal de Toulouse, de 1881 à 1884, adjoint à l'instruction publique, réélu en 1889. Il est symbolique de noter qu'après sa mort, Jean Jaurès devait lui succéder au même poste : ancien député du Tarn, chargé du cours de morale à la Faculté des Lettres depuis 1884, collaborateur à La Dépêche de Toulouse depuis 1887, il fut élu à la municipalité de Toulouse en 1889. Fondateur en 1890 d'un Parti Socialiste unifié, il préconisa la propriété collective des moyens de production. Le premier mai, peu avant le décès de Lavigne, avait eu lieu

la première journée de la Fête du Travail, avec « les huit heures » comme mot d'ordre. Il nous a paru indispensable, à propos de la carrière de Bertrand Lavigne, dont Blagnac peut s'enorgueillir, d'évoquer l'immense stature de Jaurès, qui fut en quelque sorte son continuateur prestigieux.

Rappelons que cette Troisième République, si péniblement consolidée, fut mise à bas en 1940 à l'occasion d'une défaite qui lui fut portée à charge, par ses ennemis habituels, royalistes déclarés, militaires de « la Cagoule », anti-dreyfusards mal repentis, et nazillons de la dernière averse.

Mon grand-père paternel, de la Haute-Ariège, fut berger, dragon, puis gendarme à cheval. A la retraite, avec le permis de s'exprimer, il me conta qu'il avait eu mission de maintenir l'ordre à Albi et Carmaux pendant les campagnes de Jaurès contre le marquis de Soulages, dont il eut à garder le château. La République, bonne fille, protégeait ses adversaires, pourvu qu'ils soient de riches possédants. Il ne se disait pas socialiste bien qu'il le fut en fait, à son insu, mais simplement et fermement « républicain », comme d'ailleurs la plupart de nos montagnards. Mon père, instituteur militant laïque, assassiné par les S.S., fut déclaré « Mort pour la France ». En réalité, c'était plutôt pour la République, et non pour une France dévoyée par Vichy, qu'il avait courageusement combattue. Tous deux, à leur très modeste niveau, se situent quand même dans la ligne des Jaurès, Gambetta, Joly,... et Lavigne.

H. R. Cazalé

### Bibliographie :

- Histoire de Blagnac par B. Lavigne. Réédition Eché, Toulouse, 1978.
- Collection de La Dépêche. Bibliothèque de Toulouse. Service des périodiques.
- La Révolution de 1848 à Toulouse et dans la Haute Garonne. Direction de Jacques Godechot Préfecture de la Haute Garonne. 1948.
- Histoire de la France. Direction Georges Duby. Troisième volume : 1852 à nos jours. Librairie Larousse. 1972.
- Histoire de la Commune, de Georges Soria. Introduction d'Henri Guillemin. Editions Robert Laffont pour le livre-club Diderot. 1970.
- Histoire de l'Insurrection royaliste de l'an VII par B. Lavigne. Ed. Dentu, Paris 1887.

## DOCUMENTS

10 mars 1848 : proclamation « avec la plus grande pompe » de la « glorieuse Révolution » par la Commission municipale de Blagnac.

« Citoyens,

*Une dynastie parjure et corrompue travaillait depuis seize ans à notre déshonneur et à notre ruine. Elle voulait nous ravir les droits acquis par tant de sang versé pour la patrie et pour la liberté. Mais le peuple dans sa juste colère a brisé en deux jours, d'une lutte héroïque et sanglante, ces orgueilleuses prétentions. La Patrie est redevenue libre et le peuple vainqueur s'est proclamé souverain, félicitons-nous en hautement... »*

Des jeux se sont déroulés le dimanche 12 mars « pour célébrer dignement cette grande victoire à jamais mémorable ».

juin 1848 : une délibération de la commission municipale « dictée » par Bertrand LAVIGNE.

« Citoyens,

*Dimanche prochain onze du courant nous célébrerons la fête de la concorde. Tous les citoyens sans distinction de sang, de fortune d'opinion sont invités à y prendre part. La République ne fait point d'exclusion d'idées ni de personnes. Comme une mère tendre et dévouée, elle confond tous les Français dans un même sentiment d'amour : elle les appelle tous indistinctement à participer à l'œuvre commune et à profiter des heureux résultats qu'elle doit amener nécessairement, si nous lui prêtons tous un concours sincère et désintéressé.*

*Elle ne veut, ne désire que la grandeur de notre chère patrie, le bonheur de tous les Français ; ce sont là ses désirs et ses vœux les plus ardents. Ils doivent être aussi les nôtres. Qui donc se refuserait à cet appel, à ces désirs, à ces besoins de la France ! Les rois disaient : divisons pour régner. Les peuples doivent dire : unissons-nous pour vivre ! aimons-nous pour être heureux ! . C'est le précepte de Dieu. Il est aussi celui des sages.*

*Tels sont les sentiments qui nous animent, ceux qui doivent présider à la fête de*

*Dimanche et qui présideront, nous l'espérons par le concours, la bonne volonté, la raison éclairée de tous les citoyens. Que chacun se rende donc à l'appel. Profitons de cette circonstance pour nous réunir et ne former qu'un même corps, qu'une même famille. Comme les enfants d'une même mère, d'une même patrie que nous devons aimer tous d'un amour sans bornes, que nous devons désirer de voir puissante et forte, afin qu'elle puisse nous donner à chacun la vie et le bonheur.*

*La fête commencera à une heure de l'après-midi par la plantation d'un arbre de la liberté sur la place du village. Les citoyens, les gardes nationaux sont invités à se rendre à la Mairie à cette heure pour accompagner la municipalité à cette cérémonie.*

*Des danses auront ensuite lieu dans l'île de Larigné où des tables seront dressées afin que chacun puisse venir, selon la mesure de ses moyens, prendre part au Banquet destiné à réunir tous les citoyens dans un même sentiment d'ordre et d'amour pour la patrie. Ce banquet aura lieu à 4 heures et demie précises.*

*Des commissions déléguées y maintiendront l'ordre et expulseront quiconque voudrait le troubler. L'autorité ne négligera rien pour que l'harmonie et le respect des personnes y règnent exclusivement. Les ordres les plus sévères seront donnés à cet égard. On peut donc y venir en toute sécurité.*

*Après le banquet, les divertissements et les danses recommenceront pour se terminer à dix heures.*

Blagnac le 8 juin 1848.

Les membres de la Commission municipale ».

Signé : Delpon, Delmas, Bézard, Desclaux, Lavigne.

### SOURCE

A. M. Blagnac : 1 D 16.